

Solidarité avec des communautés quechua des Andes boliviennes de 2013 à 2021.

Journal de Bolivie du 16 mars au 20 avril 2021



I) Le régime progressiste d'Evo Morales, dans les remous de son bilan.

Lors des élections présidentielles d'octobre 2019, un **soulèvement populaire** a secoué la Bolivie.

Dans **la rue** se sont mêlés, une extrême droite, qui profite du chaos, une partie de la classe moyenne des villes, qui n'a jamais accepté l'arrivée d'un « Indien » à la présidence et aussi une partie du peuple de gauche, très critique à l'égard d'Evo Morales.

La foule a manifesté à cause d'une soi-disant fraude électorale. Evo Morales se présentait pour un 4eme mandat, passant outre la constitution bolivienne et refusant le verdict du peuple, qui lui avait dit non. Lors d'un référendum, le 17 février 2017, il avait demandé la modification de la constitution pour pouvoir se représenter.

Durant plusieurs jours, des violences ont éclaté et les militaires invitèrent Evo Morales à la démission. Ce dernier dut se réfugier au Mexique, au péril sa vie.

Le coup de force militaire a installé au gouvernement **une droite putschiste** pendant un an.

En novembre 2020, des élections présidentielles ont redonné le pouvoir démocratique au MAS (Mouvement Au Socialisme). Ont été élus largement, **Luis Arce**, ancien ministre de l'économie, comme président et **David Choquehuenca**, ancien ministre des relations extérieures et adepte du « Buen Vivir » comme vice-président. Leurs discours d'investiture sont encore visibles sur YouTube.

Durant ces 14 années de pouvoir, le gouvernement d'Evo Morales avait imposé **la nationalisation de multinationales et pratiqué une politique distributive des richesses nationales**, en faveur des plus pauvres : construction de routes, d'écoles, de centres de santé, des services d'eau potable, l'électrification des campagnes, l'amélioration de l'habitat des paysans ... Cela a permis à la Bolivie de faire passer la pauvreté de 66% en 2005 à 39% en 2014, **un résultat historique**, quand on sait que les populations quechua et aymara, majoritaires dans le pays, **ont vécu des siècles d'oppression et de marginalisation**.

En ce début d'année 2021, une série d'élections a eu lieu.

Lors des **élections municipales de mars 2021**, le MAS a perdu 4 grandes villes du pays : El Alto, ville nouvelle au-dessus de La Paz à 3800 m d'altitude, un fief habituel du MAS, La Paz, Cochabamba et Santa Cruz, un fief de la droite conservatrice et extrême.

Lors des **régionales** le MAS vient de perdre 6 des 9 départements. Les 4 départements en ballottage, pourtant donnés gagnants pour le MAS, ont été perdus. Deux des vainqueurs sont d'anciens membres du MAS passés à l'opposition pour El Alto et pour Chuquisaca.

Le gouvernement « progressiste » d'Evo Morales paie une politique :

- **de soutien aux grands propriétaires de la partie amazonienne**, avec une réforme agraire, restée lettre morte. 87% des terres sont entre les mains de 7 % des propriétaires. Le soja de Santa Cruz représente 66% du total des hectares cultivés dans le pays.
- **d'extractivisme** avec des conflits notamment celui du TIPNIS, qui prévoyait l'ouverture d'une grande route au milieu des terres des communautés indigènes. La mobilisation populaire a été durement réprimée. Evo Morales est passé outre.
- dominée par des affaires **de corruption**. Celle-ci s'explique d'abord dans l'histoire, par des modèles de gouvernement, soucieux, pour la plupart, de se «remplir les poches, lors de plus de 160 coups d'Etat, que compte l'histoire tourmentée de la Bolivie. Sous le gouvernement putschiste de Janine Agnès, qui prit le pouvoir en brandissant une bible, la corruption a redoublé de vigueur et fait aujourd'hui l'objet de procès pour les cas les plus flagrants. L'ex présidente a été mise en prison.
- **aux pratiques d'un autre temps**, avec «l'achat», en argent sonnante et trébuchant, des responsables syndicaux, notamment de la Confédération paysanne (CSUTCB), avec obligation de venir manifester ou venir faire nombre dans les meetings politique du MAS.
- avec la multiplication « **d'éléphants blancs** », ces projets décidés de façon arbitraire par des leaders politiques autocrates, soucieux de laisser des traces de leur passage au pouvoir. Près de chez nous, un projet « touristique », avec chemin empierré et un bâtiment, a coûté plus de 6 millions de bolivianos.



Ce projet qui

affiche «Bolivia avanza», (la Bolivie avance !!!) n'a servi strictement à rien.



A l'entrée de Tarabuco, un immense casque, représentatif de la culture Yampara, a coûté 1,5 millions de bolivianos. C'est une opération qui ne change strictement rien à la situation de la petite paysannerie.

- avec une **propagande omniprésente**, qui a des effets contre-productifs.
- **avec une grande déficience en matière d'éducation**. Il y a un laisser-aller presque généralisé, surtout à la campagne : un trop grand nombre de professeurs a des horaires fantaisistes. Les cours démarrent systématiquement avec deux jours de retard, voire plus, au moment du Carnaval. Beaucoup de professeurs s'empressent de quitter l'école, pour leur domicile en ville et ce, dès le jeudi, à la mi-journée. Ils trouvent pleins de prétextes pour rajouter des jours de congé. Les parents des élèves ont leur part de responsabilité : ils exploitent encore leurs enfants, pour garder le bétail, comme cela se faisait dans nos campagnes il y a 70 ans.

De plus, les ONG boliviennes ont abandonné leur dynamique d'éducation populaire, qui s'inspirait de la pédagogie du brésilien Paulo Freire, durant les années 70 à 90. Elles ont largement contribué à l'avènement de la Confédération paysanne et par la suite, à l'élection d'Evo Morales.

Même l'Université, réputée contestataire dans le passé, s'est peu à peu sclérosée.

II) Pour assurer la pérennité du centre de formation, la démarche du transfert à l'Etat, entamée, en janvier 2020, n'a pas encore abouti.

Avec le Ministère de l'Education Alternative (MEA) départemental.

En octobre 2020, lors d'une grande cérémonie avec un florilège de beaux discours, et la présence de nombreuses autorités et de toute la communauté de Morado Kasa, le directeur du Ministère de l'Education Alternative départemental a remis **l'accréditation du centre comme centre d'éducation permanente**. Ceci implique la prise en charge de 3 salaires de professionnels boliviens pour l'année 2021. 7 mois après, nous ne voyons toujours pas de professionnels. Aux dernières nouvelles, le dossier est entre les mains du Ministère de l'économie, qui doit budgétiser un très grand nombre de salaires. Les choix doivent être délicats car les caisses de l'Etat sont au plus bas niveau.

Le nouveau représentant local du Ministère vient de prendre son poste le 5 avril 2021.

Le nouveau représentant local du Ministère, accompagné du responsable pédagogique a passé une **matinée au centre de formation**. Il était précédemment en poste à **San Lucas, province Nord Cinti**, là où nous avons travaillé il y a 40 ans, avec l'ONG Frères des Hommes, en partenariat avec ACLO, une institution d'éducation populaire dirigée par des Jésuites

espagnol. Ce fut l'occasion d'évoquer le passé et l'existence de communautés, qui nous sont restées familières.



Avec Lourdes Pantoja, en charge du centre de formation nous l'avons informé de l'histoire du centre. Nous lui avons détaillé les formations réalisées, sous la responsabilité des volontaires français, recrutés et envoyés par la DCC (Délégation Catholique à la Coopération). Je lui ai remis un DVD de mon film « **Artisans d'un autre modèle de société dans les Andes** » (1h10 mn), dans sa version en espagnol et quechua.

Nous l'avons mis au courant des démarches pour la reconnaissance du centre de formation par le Ministère et de la perspective de **la nomination de 3 professionnels boliviens, qui se fera sous sa responsabilité.**

Nous avons abordé les **procédures de recrutement**, qui privilégient dans un 1er appel à candidature, les professeurs titulaires. Les postes à pourvoir sont réservés dans un 1er temps, à des professeurs issus de l'école normale (EN). Si des professeurs, diplômés de l'EN ne se présentent pas, dans un 2eme temps, sont sélectionnés des professionnels avec la compétence technique souhaitée.

Nous lui avons signifié que, pour le poste de formatrice en santé, il serait fortement souhaitable que Lourdes Pantoja soit retenue, pour garantir l'avenir du centre de formation. En attendant la nomination d'une directrice ou d'un directeur, elle aurait, comme actuellement, le centre de formation en charge, en cette période de transition.

Nous lui avons demandé que les sélections de candidats se fassent avec des entrevues préalables avec : Lourdes Pantoja, avec les dirigeants de la Sub central et aussi avec le dirigeant de la communauté de Morado Kasa.

Nous lui avons parlé d'un jeune agronome, parlant quechua, venu faire sa «thèse» durant 6 mois, lors de la période de formation de 17 agents agricoles en agro-écologie et lui avons mis entre les mains la très intéressante thèse de José Luis.

J'ai écrit à José Luis, l'informant de la perspective d'un appel à candidature d'un agronome pour le centre Rijch'ariy dans les prochaines semaines.

Nous l'avons informé que l'actuelle «formatrice» en couture, imposée et payée par le Ministère, ne donne pas satisfaction. La dirigeante locale s'est plainte d'elle devant toute la communauté. Une évaluation auprès de participants a permis d'apprendre l'absence de discipline durant ses « cours ». De plus, les intéressés se plaignent de son faible niveau technique.

La collaboration avec le CEA (Centre d'Education Alternative de Cororo) à 3 kms de Morado Kasa) ne donne pas non plus satisfaction. On y enseigne les matières de culture générale : les

mathématiques, la physique chimie, l'informatique, les sciences et l'espagnol. Elles permettent aux participants d'obtenir un diplôme de base, d'auxiliaire, ou de niveau moyen.

Par ailleurs, la responsable se permet d'attribuer des présences fictives, pour remplir les critères demandés par le Ministère. Nous avons dit au représentant du Ministère que nous n'avons pas du tout confiance en cette dame. Elle fonctionne sur des valeurs contraires à l'esprit d'une formation efficace. Cela ternit la réputation du centre de formation, qui délivre un diplôme au rabais, qui ne « passera pas la rampe » dans les recrutements des entreprises.

Quel pouvoir, a le représentant local du Ministère pour contrôler, muter, sanctionner, redresser la qualité d'une formation couture, qui ne correspond pas, sur le papier, aux critères et objectifs des programmes du Ministère de l'Education Alternative ?

La formation couture et confection en cours

Depuis un mois la formation technique a commencé au sein des ateliers du centre formation (une semaine sur deux), l'autre semaine étant réservée à la formation dans le domaine des matières générales, nécessaires à l'attribution du diplôme.

Selon la « formatrice », 15 jeunes se sont inscrits. J'ai constaté plusieurs fois que seule une petite moitié venait à la formation.

Avec Lourdes, nous avons demandé une réunion avec les 7 jeunes, en présence de leur « formatrice » et avons abordé le problème des absences.

Tous ont convenu que, dans ces conditions, la formation technique devenait un véritable leurre. Nous avons décidé ensemble un système de sanctions : 3 absences non justifiées privent le ou la participant(e) de la fourniture de tissu et 5 absences entraînent l'exclusion.

Je me suis engagé à acheter le tissu nécessaire aux pratiques. Ce qui fut fait avec la formatrice dès le surlendemain (montant 3000 bolivianos, soit environ 400 Euros).

Je me suis engagé à payer un technicien pour l'entretien des machines et la réparation de l'une d'entre elle. Ce qui fut fait 3 jours plus tard.

Nous avons convenu que Horizons19 ne ferait plus face au paiement d'une cuisinière pour les repas et que chaque participant devait apporter son repas de midi. Cela est possible car la plupart des jeunes ne vient pas de très loin ou bénéficie du transport scolaire.

J'ai demandé qu'une feuille de présence soit signée chaque matin, avec l'heure d'arrivée des participants. Cette feuille me sera remise en octobre ou novembre, lors de ma venue au centre.

Avant mon départ, une 2eme réunion s'est tenue avec cette fois, 14 participants. Elle est venu(e) conforter ce qui avait été décidé lors de la réunion précédente. La formatrice m'a demandé d'afficher au mur les dépenses payées par Horizons19, pour l'entretien et l'achat de tissu et d'une paire de ciseaux professionnels.

Le responsable du MAE local a pu faire une réunion avec les participants à la formation.



Espérons que la 3eme vague de la pandémie, qui se profile en Bolivie, avec le danger du variant brésilien, ne viendra pas stopper la formation.

III) La formation santé

L'association Partages sans Frontières (Drome) a financé un micro projet santé, autour de la médecine traditionnelle. Un groupe d'une communauté a installé un petit laboratoire de produits des dérivés du miel :



propolis, pollen, gelée royale. Commencée en octobre 2020, l'action a été perturbée par le COVID19 (les formateurs prévus refusant parfois de se déplacer) et aussi par le non-respect du cofinancement par la mairie de Tarabuco. J'ai assisté à 2 ateliers avec plus de 20 personnes. Nous avons fait avec Lourdes de nombreuses photos et filme des séquences, qui feront l'objet d'un montage pour Partages sans Frontières.



Le micro projet n'est pas tout à fait terminé. Il reste à réaliser une foire exposition des médecines naturelles, plusieurs fois repoussée par la mairie de Tarabuco.

Dans les jours qui viennent, nous avons prévu l'achat d'une moto, pour laquelle nous avons fait faire un devis (avec un technicien moto de l'IPTK). L'achat de la moto va se faire quand Lourdes aura suivi des cours de conduite moto (finances par Horizons19). Elle prendra en charge le prix de son permis.

IV) L'atelier sur le « buen vivir »

Au dernier moment, j'ai voulu proposer, comme l'année dernière, un atelier sur le concept du « bien vivre ». Il a eu peu de participants (une dizaine), en raison du manque d'anticipation. Les dirigeants syndicaux ont été prévenus tardivement et les dates choisies n'étaient pas bonnes (concurrence avec d'autres événements sur la zone).

Les contenus et la pédagogie (voir journal 2020) ont été les mêmes que l'année dernière.

Toutefois, cette année, à la place du concours de discours de fin d'atelier, j'ai expérimenté une dynamique de photos des participants. Chacun était pris en photo, avec un écriteau nommant une valeur ou des valeurs (choisie(s) par le participant), représentant à ses yeux le « buen vivir » au plan humain.



V) Avec la mairie de Tarabuco.

Depuis 3 ans, un rapprochement a été opéré avec la mairie et les élus du Mas (Mouvement Au Socialisme). A été signé un accord de collaboration, qui n'a été qu'une suite de **déceptions, de contrariétés et de perte de temps.**

Le maire n'est jamais venu au centre de formation, déléguant sa responsabilité à David Duran, directeur du département « développement humain ».

Le maire n'a jamais répondu à mes courriers.

L'accord signé n'a été que partiellement respecté. Depuis avril 2020, Lourdes fait des allers retours continus à Tarabuco, pour tenter de faire respecter les derniers accords. David Duran lui assure à chaque fois que la procédure est en bonne voie.

La dernière fois le **19 avril 2021**, David Duran lui signifie que tous les documents étaient en règle et qu'il ne manquait plus que les signatures du secrétaire général et du maire. Lourdes a attendu plus de 2h, pour s'entendre dire qu'il n'y avait plus de liquidités, à cause du passage de l'administration entre les mains du futur maire.

Le transfert du centre de formation à la mairie.

En février 2020, après de nombreuses discussions avec la communauté de Morado Kasa, propriétaire du centre, celle-ci consigne dans son livre de compte-rendu de réunion, l'accord de transfert du centre à la mairie de Tarabuco. En octobre 2020, le service juridique de la mairie nous informe que pour la régularisation de la propriété à la mairie, il faut faire **une expropriation** et réunir une longue liste de documents.

La communauté de Morado Kasa reçoit l'information avec désagrément et demande un temps de réflexion. Lourdes Pantoja décide alors d'attendre ma venue en Bolivie pour reprendre ensemble le dossier.

Nous avons consulté des personnes compétentes en matière juridique.

On nous a confirmé que si la mairie n'est pas propriétaire, aucune prise en charge financière, ne peut être faite par celle-ci.

La perspective de créer notamment des formations dans le domaine de la menuiserie et de la soudure métallique (demande des communautés) ne peut pas s'envisager.

L'année précédente, la consultation de quelques institutions d'Etat m'a permis de comprendre que tout investissement dans le centre de formation ou tout projet de demande de financement d'activités productives par les communautés doit impérativement transiter par la mairie sous peine de non-recevoir.

J'ai eu une longue discussion avec Miguel Chungara, l'interlocuteur de l'INRA(Institut de Reforme Agraire) à Sucre, osant lui dire que toutes ces procédures sont un frein au développement des communautés paysannes et, que si moi, étranger, je ne fais rien, les choses resteront en l'état.

Dimanche 19 avril, nous assistons avec Lourdes à une réunion de la communauté de Morado Kasa et mettons à discussion toutes les informations concernant l'expropriation. Nous demandons ensuite à la communauté de se prononcer. La communauté, à l'unanimité accepte le transfert, étant entendu que le centre devient comme toutes les écoles publiques du pays, propriété de la mairie avec l'implication de prise en charge de l'entretien, des frais de fonctionnement et surtout la perspective d'investissements pour d'autres formations.

Maintenant Lourdes doit réunir tous les documents et organiser une réunion avec les acteurs du centre de formation, qui doit finaliser le transfert et cela en présence de Miguel Chungara chargé du dossier à l'INRA.

VI) La nouvelle équipe municipale

Etant donné la gestion calamiteuse du maire sortant, les communautés (75 au total) ont donné la victoire à l'une des 2 oppositions en la personne d'Ariel SILES.



Photo de campagne du « Movimiento tercer sistema » (Mouvement Troisième Système).

Slogan de campagne « Semons des rêves, construisons le développement, récoltons le progrès pour Tarabuco ».

Le mouvement a été créé par Felix Patzi, sociologue, professeur à l'Université. Il fut ministre de l'éducation avec l'étiquette du MAS, de 2006 à 2007. Après des différends avec Evo Morales, il passe dans l'opposition et devient gouverneur de La Paz, élu en 2015 avec un peu plus de 50% des voix. Il est un soutien inconditionnel des mouvements indigénistes.



A noter qu'il a eu des problèmes sérieux avec la police pour conduite en état d'ébriété.

La rencontre avec la nouvelle équipe municipale et son futur maire, qui prendra ses fonctions en mai.

Une femme paysanne (Lucia) élue de Morado Kasa a fait le lien avec le nouveau maire, que nous avons rencontré avec Lourdes toute une après-midi à Tarabuco.



Avec Lucia au premier plan.

Le maire s'est montré extrêmement avenant, soulignant son profond respect pour les personnes âgées et son désir profond d'établir des relations de partenariat avec Horizons19.

Après une brève présentation de son équipe et aussi de quelques personnes qui l'ont soutenu dans sa campagne, il a présenté en quelques mots son programme. J'ai retenu qu'il voulait donner une priorité au soutien à des projets productifs des communautés.

Avec Lourdes et aussi avec Lucia nous avons fait un historique du centre et parlé de son actualité avec le Ministère de l'éducation. Le transfert du centre à la municipalité de Tarabuco a bien sûr été abordé. Il faudra une décision officielle, écrite, demandée par l'INRA, du nouveau conseil municipal.

J'ai précisé la position d'Horizons19. A l'avenir tout projet venant des communautés passerait dorénavant pour examen par la mairie. Eventuellement, un cofinancement pourrait être envisagé, dans la mesure des possibilités d'Horizons19. J'ai précisé que tout projet, s'il était considéré par Horizons19, serait précédé impérativement de formations, puis d'un suivi assuré par les professionnels du centre de formation. N'oublions pas que la Bolivie est un cimetière de projets non aboutis, entre autre par manque de formations et de suivis.

Nous avons convenu que suite au transfert légalisé du centre de formation à la municipalité, il faudrait signer un accord de coopération et que, surtout il faudrait nommer une sorte de « directoire » (directorio) composé des acteurs du centre de formation avec la présence de deux ou trois personnalités compétentes en matières de formation en milieu rural.

Cette dynamique pourrait se concrétiser après un travail préparatoire de Lourdes Pantoja et aboutir lors de ma venue en octobre ou novembre 2021.

Nous avons demandé au Réseau FERIA (Facilitateurs d'Education Rural Intégrale Alternative) des modèles de convention et de fonctionnement d'un « directoire ». Beaucoup de centres de formation fonctionnent ainsi en Bolivie.

Cela serait l'occasion également de planifier (grâce à un travail préparatoire de Lourdes) et d'officialiser les formations du centre pour 2022. Elles devraient s'inscrire au budget du POA (Plan Operativo Annual) et au PSP (Proyecto Socio Educativo) de la mairie de Tarabuco.

J'ai abordé succinctement la difficulté de finaliser la rénovation de l'ex-hacienda (3 dossiers m'ont été refusés par 3 institutions françaises, dont le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine).



La rénovation permettrait de sauvegarder le patrimoine, de créer des chambres pour des futurs professionnels et éventuellement servirait aussi à accueillir des petits groupes de touristes.

Un projet de rénovation (environ 35 000 dollars) pourrait être présenté à des institutions d'Etat, via la mairie de Tarabuco.

J'ai évoqué l'éventualité de trouver une mairie en France, susceptible de tisser des liens d'échange et de coopération avec la municipalité de Tarabuco .

L'impression générale que je retire de cette réunion, c'est que les élus, tous paysans, avec leur maire, petit chef d'entreprise, ne sont pas du tout « au point » ou presque, en matière de gestion municipale. J'ai proposé la possibilité de financer des formations avec des personnes compétentes pour l'ensemble des conseillers et des employés qui, presque tous, vont être changés.

Un sujet d'inquiétude pour la nouvelle municipalité : le maire précédent a laissé une **dette de 18 millions de bolivianos** (environ 2, 5 millions d'Euros). Comment la nouvelle municipalité va-t-elle assumer cette dette ?

Encore un autre sujet d'inquiétude pour la nouvelle municipalité : le budget annuel alloué par le gouvernement aux municipalités va être sérieusement revu à la baisse. Les caisses de l'Etat sont vides. Il faudra attendre un peu pour que l'extraction du lithium produise des royalties redistribuées aux municipalités.

Autre interrogation : le gouvernement de Luis ARCE fera-t-il preuve d'équité, ou va-t-il trainer des pieds, compte-tenu du fait que la nouvelle municipalité se situe dans l'opposition ? Dans le MAS, trop de gens sont prêts à livrer des guerres intestines politiciennes ...

VII) Le micro-projet d'installation de l'atelier de couture pour la famille Yale dans la petite communauté de Kara Kara.

En 2019 le comité Jura Amérique latine a financé l'achat de trois machines à coudre industrielles pour une famille très pauvre, qui a été exemplaire dans son assiduité à la formation au centre, durant 10 mois en 2016 /2017. La formatrice sélectionnée et payée à l'époque par Horizons19 avait donné entière satisfaction.

L'année dernière, nous avons acheté les machines et les avons stockées au centre de formation, en attendant que le CESSA (EDF local) finalise l'installation électrique dans la communauté.

Le 7 avril 2021, nous avons pris contact avec un technicien (recommandé par l'institution Juana Azurduy qui nous avait aidés dans l'achat des machines en 2016. Il est spécialisé dans l'installation de machines à coudre industrielles.

Nous avons convenu d'un prix pour 2 journées de travail pour l'installation et avons demandé la possibilité qu'il fasse un suivi pendant un an et plus.

Le 18 avril, nous avons loué un camion benne et avons transporté les machines jusqu'au local construit par la famille au sein de la communauté.

Au bout d'une heure sur un chemin a flanc de montagne et au bord du précipice, nous sommes arrivés à la petite communauté de Kara Kara.



L'évènement a été chargé d'émotions pour l'ensemble de la famille.



La mère de famille nous a offert un repas de viande avec maïs et pommes de terre.



Toute la journée Raul Garcia a monté les machines.



Raul Garcia

A notre départ, la famille est venue avec un gigot d'agneau, que j'ai refusé, expliquant qu'il était pour eux. A la place, j'ai reçu un kilo de miel, production de la famille.

Le technicien est resté 2 jours.

Le CESSA doit venir faire les branchements sur le compteur.

Nous avons fait des photos et des prises vidéo, pour faire un montage que je réaliserai pour le comité Amérique Latine du Jura.

Je précise que le fils de la famille, Samuel Yale, 22 ans a été assidu à toutes les formations du centre de formation depuis 4 ans. Il vient d'être élu dirigeant de la subcentral de Morado Kasa et donc, d'être reconnu pour ses qualités de leader.

Nous serons attentifs pour assurer le succès de cette petite entreprise familiale, qui aura bien sur, des répercussions sur toute la communauté.

La signature d'un accord de coopération avec le centre d'éducation alternatif Juana Azurduy de Sucre.

En mars 2020, les prémices d'un accord avec l'institution Juana Azurduy de Sucre avaient été discutées avec la directrice Janet Sanchez. Le COVID19 a laissé en suspens cette perspective. Nous avons repris la discussion et cette fois, signé un accord. La famille Yale pourra venir se remettre à niveau durant 15 jours à Sucre. Horizons19 prendra en charge la nourriture. Des

formatrices viendront au centre Rijch'ariy durant 3 sessions sur des thématiques : la création d'entreprise, l'estime de soi, la condition féminine et la violence faite aux femmes. La première journée de formation se fera le 3 mai.

VIII) Le jardin potager et la serre

Nous avons retrouvé un centre fleuri, bien tenu, et un jardin potager ma-gni-fi-que i



La serre et le jardin font plaisir à voir. Tout y pousse et les légumes sont gros (navets) et grands (mais). Les pluies ces derniers temps ont été abondantes, sinon il y a une pompe avec la possibilité d'irriguer.



Avec Claudina, responsable du jardin

Les légumes non consommés sur place, sont emportés (en brouette) jusqu'au bus qui va à Tarabuco (à 15 kms) où ils sont écoulés sur le marché paysan. Chacun y vient vendre son (petit) surplus de production.

IX) Une soirée projection

Nous avons faire une projection de films avec la communauté de Morado Kasa , qui a fait salle comble. Nous avons projeté le film de notre visite au **centre Titicachi** que nous avons visité en mars de l'année dernière. Celui-ci constitue une sorte de modèle pour le centre Rijch'ariy.

Nous avons aussi montré, le film sur la démonstration de matériel agricole, réalisée l'année dernière par **l'institution CIFEMA de Cochabamba** a Morado Kasa.

Les deux films ont fait l'objet de débats.

Nous avons retenu, suite à plusieurs suggestions de paysans, que le centre de formation devrait acheter un certain nombre de machines (comme par exemple une petite batteuse) qui serait louée aux paysans.

J'ai fait un petit film de 4 mn, illustrant la chanson de Victor Jara « El harado » ou la charrue. Victor Jara, chanteur chilien, assassiné par la junte militaire, lors du coup d'état du 11 septembre 1973. Le très beau texte de Victor Jara évoque le paysan derrière son araire. Les

images représentant un paysan de Morado, que j'avais filmé labourant dans son champ, en 2013.

Nous avons également montré un petit montage de danses des enfants de l'école, lors d'une fête organisée par les professeurs.

X) **Les soucis de santé**

Ce séjour aura été marqué par nos soucis de santé, provoqués par un froid extrême. Hélène a dû être hospitalisée, pour ce qu'elle avait identifié comme étant une pneumonie. La radio des poumons a entraîné une suspicion de COVID 19, avec transfert dans un centre ferme spécialisé. Ce passage de 24h a été très problématique. Puis après des tests de laboratoire, le diagnostic erroné de COVID a été abandonné et la pneumonie confirmée. Puis elle est restée une semaine à l'hôpital de l'IPTK sous antibiothérapie et oxygène.

J'ai dû également faire soigner une bronchite avec de grands moyens.

J'ai informé l'ensemble de la communauté de Morado Kasa que la solidarité avec la petite paysannerie, dans ces conditions, n'était plus de notre âge. Le froid glacial cette année, l'altitude, le décalage horaire, les changements de nourriture nous rendent plus vulnérables avec l'âge.

XI) **Un budget pour 2021**

Avec Lourdes nous avons établi un budget prévisionnel pour l'année. Il se monte à 8800 Euros.

Il a été soumis à Victor Menchaca, président du comité Rijch'ariy. C'est lui qui gère, avec Lourdes, l'argent venu de France.

***Seule une éducation libératrice (inspirée de la pédagogie de Paolo Freire)
et une formation, qui prend en compte les réalités locales,
sont porteuses d'espoir et de futur...***